



Conférence sur la diversité

>> PAGE 2

Aussi dans ce numéro : Pièces
d'automobile >> PAGE 4

VOLUME 3, NO 10

WWW.UNIFOR.ORG

21 MAI 2015



unIFORUM



Renaud Gagné a été élu directeur québécois au Conseil québécois tenu ce mois-ci.

Renaud Gagné élu directeur québécois

Renaud Gagné a été élu à titre de nouveau directeur québécois lors du récent Conseil québécois à Montréal.

« Nous devons tourner la page et travailler ensemble pour l'avenir d'Unifor », a déclaré Renaud Gagné devant les déléguées et délégués au Conseil québécois.

Actif dans le mouvement

>> Suite à la page 3

Projet de loi sur le budget : dernière attaque de Harper contre les travailleurs

Unifor a condamné les attaques flagrantes du projet de loi C-59 contre les droits de négociation collective des travailleuses et travailleurs de la fonction publique fédérale.

Le projet de loi d'exécution

du budget, déposé plus tôt ce mois-ci, autorise le Conseil du Trésor à modifier les conventions collectives pour retirer les congés de maladie et imposer un régime d'invalidité de courte et de longue durée à l'extérieur des conventions collectives.

Le projet de loi viole la Loi sur les relations de travail dans la fonction publique.

« Avec un coup de crayon, le gouvernement conservateur de Harper jette à la poubelle les droits de négociation collective des employés de la fonction publique », a déclaré

>> Suite à la page 3

La fermeture d'une base de la garde côtière provoque une manifestation

Les officiers de la garde côtière et un groupe diversifié d'organisations de Vancouver ont souligné le 6 mai la fermeture de la station de la garde côtière, décidée par le gouvernement Harper, avec une

>> Suite à la page 3

#unifor



Voici une sélection de gazouillis sur @SyndicatUnifor.

@uniforquebec

«Maintenant, ce qui est important, c'est que nous bâtissons #Unifor!»

-Renaud Gagné, nouveau directeur québécois élu

@Unifor6001

La section locale et le comité LGBT 6001 vous invites à participez à cette initiative de votre comité LGBT pour...
<http://fb.me/25rZspUMY>

En brief

SL 1291, Ariva

Les membres de la section locale 1291 d'Unifor travaillant pour Ariva, une division de Domtar, ont ratifié une nouvelle convention collective.

La convention collective comprend des hausses salariales annuelles de 2 %, une prime de 1 000 \$ à la signature, une augmentation aux primes de quart et une assurance-vie. Elle comprend également une nouvelle contribution de 3 cents de l'heure par employé au programme des congés-éducation payés.

La nouvelle convention collective est rétroactive au 16 avril 2014 et expire le 16 avril 2018.

Elle respecte tous les principaux éléments du contrat type du secteur des pâtes et papiers de l'Est canadien d'Unifor. 

SL 324, Kenora

Forest

La section locale 324 d'Unifor a ratifié une convention collective de six ans avec Kenora Forest Products qui comprend des hausses salariales et une augmentation des cotisations au régime de retraite.

En plus d'une hausse de 67 % aux cotisations de l'employeur au régime de retraite, la nouvelle entente prévoit une hausse salariale de 18 % pour les employés de la production et une hausse salariale de 36 % pour les métiers spécialisés, portant le salaire à près de 36 \$ de l'heure d'ici la dernière année de la convention collective. 

Encadré photo

VEUILLEZ SOUMETTRE VOS PHOTOS À
COMMUNICATIONS@UNIFOR.ORG



Des militantes et militants d'Unifor de la grande région de Vancouver célèbrent Vaisakhi.

PHOTO PAR SECTION LOCALE 111



Le premier directeur québécois d'Unifor, Michel Ouimet, a pris sa retraite.

PHOTO PAR TODD DUNCAN

Conférence des travailleurs multiethniques unis à venir

La Conférence des travailleuses et travailleurs multiethniques unis d'Unifor va avoir lieu très bientôt. Il est encore temps de s'inscrire pour la conférence du 5 au 7 juin au Centre familial d'éducation à Port Elgin.

Ce sera une fin de semaine fort dynamique avec la présence de conférenciers invités et la tenue d'ateliers; vous pourrez aussi rencontrer d'autres membres d'Unifor de partout au syndicat qui luttent contre

le racisme, bâtissent de meilleures communautés et renforcent notre syndicat. Puisqu'il y aura des élections cette année, le thème de la conférence est : « Bâtir un syndicat pour tous, bâtir un pays pour tous. »
« Le gouvernement Harper s'en est pris à nos communautés, alors il est important de travailler ensemble pour élire un nouveau gouvernement au pays », a déclaré Mohamad

Alsadi, directeur du Service des droits de la personne et des relations internationales. Parmi les conférencières et conférenciers, il y aura : Cindy Blackstock, directrice exécutive de la First Nations and Caring Society du Canada, Bernice Celeita, présidente et fondatrice de l'Association pour la recherche sociale et l'action en Colombie, et Jerry Dias, président national d'Unifor. 

GardaWorld décrète un lock-out de ses travailleurs

GardaWorld a mis en lock-out les membres de la section locale 4266 d'Unifor à Ottawa après l'impasse des négociations contractuelles. GardaWorld a émis un avis de lock-out le 15 mai.

« Nous sommes déterminés à conclure une entente équitable qui améliorera la sûreté et la sécurité d'emploi de nos membres. Garda tente à la place d'imposer des concessions qui transformeraient des emplois

de qualité en mauvais emplois », a déclaré André Desjardins, président de la section locale 4266 d'Unifor.
« Les emplois dans l'industrie des véhicules blindés peuvent être très dangereux, il est crucial que nous ne permettions pas la détérioration des conditions de travail. »
Unifor représente 140 employés de GardaWorld à Ottawa qui font des livraisons à des banques comme la TD,

Banque Royale du Canada, la Banque de Nouvelle-Écosse et la Banque Nationale, ainsi qu'auprès d'autres institutions.

Les négociations ont commencé en octobre 2014 et la convention collective actuelle a expiré le 31 octobre. GardaWorld, l'une des plus grandes compagnies privées de services de sécurité et de transport de valeurs, a généré plus de 1,8 milliard de dollars en revenus l'année dernière. 

UNIFOR COMMUNICATIONS: KATIE ARNUP, SARAH BLACKSTOCK, IAN BOYKO, SHELLEY BURGOWNE, SHANNON DEVINE, STUART LAIDLAW, SARAH LESNIEWSKI MARIE-ANDREE L'HEUREUX, ET ANNE MARIE VINCENT

>> Suite de "Projet de loi sur le budget..." on page1

Jerry Dias, président national d'Unifor.

« Ce gouvernement n'a aucun respect pour les travailleuses et travailleurs, et apparemment aucun respect non plus pour la Charte des droits et libertés », a ajouté Jerry Dias.

Il a souligné que la Cour suprême a établi le droit à la négociation collective comme un droit fondamental de la Charte.

Les membres d'Unifor concernés sont notamment les travailleuses et travailleurs de la garde côtière, les contrôleurs aériens et les imprimeurs.

« Unifor n'acceptera pas que les droits de ses membres soient bafoués par les conservateurs de Harper », a affirmé Jerry Dias. 

>> Suite de "La fermeture d'une base..." on page1

manifestation en après-midi à l'extérieur de la base fermée de Kitsilano.

« Stephen Harper ne comprend pas la Colombie-Britannique », a déclaré Jerry Dias, président national d'Unifor. « Harper exerce des pressions agressives pour augmenter le trafic des pétroliers tout en fermant en même temps des stations de la garde côtière. »

C'est le quatrième centre de Services de communication et de trafic maritimes (SCTM) qui ferme.

Les officiers de la garde côtière représentés par la section locale 2182 d'Unifor affirment que les fermetures en cours des centres de SCTM menacent leur capacité à prévenir des accidents



Le président de la section locale 2182 d'Unifor, Chad Stoud, déclare que la garde côtière est essentielle.

maritimes et à fournir une intervention rapide.

Le gouvernement fédéral a déjà fermé les centres de SCTM à Ucluelet, Saint John et à St. John's, et prévoit fermer les bases de Thunder Bay, Rivière-au-Renard, St. Anthony et Comox.

« Lorsqu'un grave incident de pollution survient, une notification et une intervention

rapides sont essentielles pour limiter la propagation des polluants », a déclaré Chad Stoud, président de la section locale 2182 d'Unifor.

« Le gouvernement Harper est en train de démanteler le système de prévention et d'intervention d'urgence de la garde côtière de l'Ouest qui est en place depuis des décennies. » 

>> Suite de "Renaud Gagné élu directeur québécois " on page1

syndical depuis plus de 30 ans, Renaud Gagné a ses racines dans l'industrie du papier qui lui a donné l'occasion de travailler dans toutes les régions du Québec.

Renaud Gagné a été élu vice-président du SCEP-Québec en 2007 pour ensuite devenir adjoint du directeur québécois au moment de la fondation d'Unifor. Il s'est engagé à travailler au nom de toutes les sections locales et tous les membres d'Unifor, tout en soulignant l'importance de rallier les troupes.

L'assemblée du 6 au 8 mai a aussi donné lieu à des discours du président national, Jerry Dias, du secrétaire-trésorier, Peter Kennedy et de l'adjoint au président, Bob Orr.

Les personnes suivantes ont

aussi été élues : Alain Sévigny de la section locale 8284 en tant que membre ordinaire à l'exécutif du Conseil québécois, Diane Labrecque et Marc-André Paré au comité en santé, sécurité et environnement, Hugues Perreault au comité d'action politique et Joachim Alexo de la section locale 62 et Christophe Gastaldi de la section locale 522 en tant que membres du comité LGBT.

Les déléguées et délégués ont débattu sur une douzaine de résolutions, discuté des médias sociaux et de la loi, et participé à des ateliers basés sur un document de discussion préparé par le Groupe de travail sur les sections locales.

Michel Ouimet, premier directeur québécois d'Unifor, a communiqué son dernier rapport au Conseil québécois avant de prendre sa retraite. Il est parti après plusieurs



minutes d'applaudissements de la part des déléguées et délégués.

Michel Ouimet a consacré 40 ans de sa vie au mouvement syndical au Québec. Après avoir commencé sa carrière comme technicien chez Bell Canada, il a joué un rôle dans la création du syndicat représentant les techniciens de Bell avant de jouer un rôle plus actif dans les syndicats prédécesseurs au

SCEP.

Au fil des ans, Michel Ouimet a géré plusieurs dossiers importants, dont celui de l'équité salariale chez les téléphonistes de Bell Canada, qui a abouti au plus important règlement en matière d'équité salariale au Canada.

Il a aussi négocié la fusion des 12 000 membres de l'Association canadienne des employés du téléphone avec le SCEP. 

Finançons la programmation télévisuelle locale et ethnique

Unifor demande au cabinet fédéral d'obliger le CRTC à développer une nouvelle méthode de calcul du financement pour la programmation télévisuelle locale, y compris la programmation ethnique, en soulignant que les suppressions d'emplois chez Rogers ce mois-ci montrent pourquoi une telle mesure est nécessaire.

« Si le cabinet peut exercer sa prérogative d'obliger le CRTC à mettre en œuvre des services à la carte, il peut obliger l'organisme de

réglementation à proposer une méthode de calcul équitable pour le financement de la programmation locale en ondes », a déclaré Jerry Dias, président national d'Unifor.

M. Dias a dit que les suppressions d'emplois, annoncées le 7 mai, à l'approche des élections fédérales, sont une conséquence directe des décisions prises par le CRTC qui ne tiennent pas compte de l'importance de la programmation télévisuelle et des nouvelles locales.

« La démocratie canadienne

est mieux servie par un public informé. La diffusion de nouvelles se fait couper au moment même où les électeurs canadiens en ont le plus besoin. »

Rogers a annoncé la mise à pied de près de 100 personnes, des coupes dans la programmation locale et les nouvelles, ainsi que l'abandon de la diffusion nationale des nouvelles du réseau OMNI en italien, mandarin et cantonnais, l'annulation des émissions V-Mix et Bollywood Boulevard, deux émissions de langue anglaise destinées à un public

sud-asiatique au Canada.

Le président du Conseil des médias d'Unifor, Randy Kitt, a déclaré que les suppressions surviennent après des années de pertes d'emploi chez Rogers, soit près de 200 emplois en deux ans, alors que le CRTC a permis que le financement soit siphonné de la programmation locale et ethnique.

« Ces compressions signifient qu'il y aura moins de personnes pour communiquer les reportages de la diversité de nos communautés. » 

Solidarité renforcée chez les travailleurs du secteur des pièces d'automobile

Dans le cadre de réunions tenues partout en Ontario ce mois-ci, les sections locales d'Unifor du secteur des pièces d'automobile travaillent ensemble, renforcent leur solidarité et discutent de stratégies de négociation dans l'espoir d'améliorer leurs conventions collectives au cours des prochaines rondes de négociation.

« Les gens dans cette salle ont les réponses », a affirmé

Katha Fortier, directrice de la région de l'Ontario d'Unifor, lors d'une réunion tenue le 5 mai à Kitchener.

Les réunions qui se sont aussi déroulées à London, Windsor, Oshawa et Brampton visent à recevoir des idées des membres de la base sur les façons de renforcer la solidarité et les conventions collectives dans le secteur qui représente près de 17 000 travailleuses et travailleurs.

L'adjoint au président d'Unifor, Shane Wark, a souligné que le secteur est encore confronté à plusieurs défis, même s'il va beaucoup mieux depuis la crise financière. Les réunions, a-t-il ajouté, ont lieu pour susciter des discussions afin d'obtenir la meilleure entente pour les travailleuses et travailleurs du secteur des pièces d'automobile lors de la prochaine ronde de pourparlers.

« Devant les défis auxquels

nous sommes confrontés aujourd'hui, nous devons penser à faire les choses différemment. »

Lors des rencontres, chaque table de militants doit discuter sur un enjeu en particulier, comme les jeunes travailleuses et travailleurs, la durée des conventions, les salaires standardisés, la progression sur l'échelle salariale et plus encore. Ils doivent aussi proposer des solutions pour relever ces défis. 

Unifor aide les membres chez Bombardier

Unifor rencontrera ses membres chez Bombardier et les cadres de la compagnie pour discuter des répercussions des récentes annonces de mise à pied et pour protéger les intérêts de ses membres.

« Unifor est ici pour ses membres et nous allons tout faire pour eux dans le cadre de ce processus », a déclaré Scott McIlmoyle, président de la section locale 112 d'Unifor qui représente les employés de la production à l'usine de Bombardier à Downsview.

Scott McIlmoyle a souligné que la première chose à faire est d'identifier précisément l'impact et le moment des mises à pied des membres d'Unifor. Mis à part les membres de la section locale 112, Unifor représente aussi le personnel de bureau et cléricale de l'usine de Downsview, les membres de la section locale 673 et de la section locale 62 d'Unifor à Montréal.

La directrice du secteur de l'aérospatiale d'Unifor, Dawn Cartwright, a déclaré que

l'introduction prévue d'un nouvel aéronef dans la ligne de production de l'usine de Downsview montre que la compagnie envisage un solide avenir pour l'usine et que les mises à pied sont un reflet des conditions actuelles dans le marché de l'aviation d'affaires.

« L'industrie de l'aviation d'affaires a ses hauts et ses bas, c'est pourquoi nous négocions des modalités comme les droits de rappel et les périodes de préavis afin d'atténuer le processus », a déclaré Dawn

Cartwright. « Un nouvel aéronef sera produit à l'usine. Nous avons confiance pour le long terme. »

Dawn Cartwright a mentionné que les représentants d'Unifor rencontreront la compagnie. Après l'envoi d'un avis, les mises à pied ne sont pas prévues avant septembre, au plus tôt.

« Nous allons rencontrer la compagnie pour obtenir plus de détails, mais une semaine ou deux seront peut-être nécessaires pour confirmer l'impact exact sur nos membres », a-t-elle ajouté. 